

PRÉFET DE L'YONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne

AUXERRE, le 30 MAI 2013

Unité Territoriale Nièvre/Yonne
Subdivision Environnement
ZI Plaine des Isles
89 000 AUXERRE

Nos réf. : UT5889/BCu 13 02 28
Vos réf. : bordereaux de transmission du 06 et 26 avril 2013
Affaire suivie par : Benjamin CUARTIELLES
benjamin.cuartielles@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 03 86 46 67 00 – Fax : 03 86 48 34 34

KNAUF ISBA À AUXERRE

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : projet d'augmentation de la capacité de stockage de produits alvéolaires.

Pièce jointe : projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

I - Présentation du site

La société KNAUF exploite une installation de fabrication de produits d'isolation pour le bâtiment. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation qui bénéficie :

- d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 06 décembre 2004,
- d'un arrêté portant prescriptions complémentaires du 18 avril 2011.

Les principaux produits fabriqués sont les hourdis (éléments de support de plancher) en polystyrène expansé et les panneaux de mousse polyuréthane. Le site est implanté au Sud-Est d'AUXERRE, entre la voie ferrée et la route nationale 6.



II - Objet de la demande

Le 10 juillet 2012, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées une note décrivant son projet d'extension des capacités de stockage de ses produits finis alvéolaires. Suite à l'augmentation du nombre de références de produits et à la forte augmentation de l'épaisseur moyenne des panneaux isolants due aux nouvelles réglementations thermiques applicables dans le domaine du bâtiment, les capacités de stockage actuellement autorisées sont devenues insuffisantes.

Suite à des échanges avec l'inspection des installations classées, l'exploitant a produit des éléments complémentaires par courrier en date du 09 avril 2013 détaillés ci-après.

Le projet consiste en :

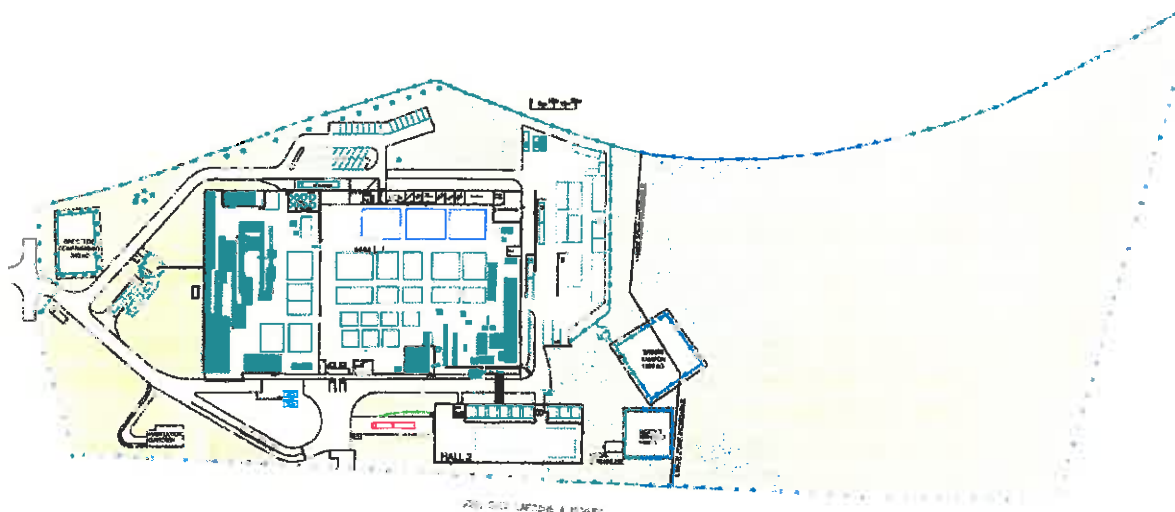
- la création de 3 hall, nommés D, C et F de 4 900 m² chacun, soit un total de 14 700 m² ;
- L'extension du bâtiment de production avec la création du hall A' de 1 300 m² ;
- L'extension de la voirie de 3 000 m² ;
- La réimplantation des bassins d'orage et de confinement des eaux d'extinction ;

Ce projet s'établit sur une partie du terrain se trouvant dans le périmètre de la zone inondable, définie UE1b par le PLU de la ville d'AUXERRE en vigueur.

Les objectifs de ce projet sont :

- d'augmenter la capacité de stockage des produits alvéolaires et permettre de s'adapter aux délais de mise à disposition exigés par le client, améliorer le procédé et la stabilisation des produits et rapatrier les volumes stockés disséminés dans différents centres logistiques ;
- Décongestionner l'atelier de production et optimiser le stockage des matières premières et produits semi-finis ;
- Élargir les allées de circulation,
- Améliorer l'aire de chargement des camions.

Par ailleurs, il n'y a pas d'augmentation de la production ni de changement dans le process.



Installations actuelles



Installations projetées

III - Évolution réglementaire

Au titre de la réglementation ICPE, la plate-forme de stockage de produits finis concerne la rubrique 2663 (stockage de produits dont au moins 50 % de la masse totale unitaire est composé de polymères, à l'état alvéolaire).

Suite à différentes modifications de la nomenclature des installations classées, ainsi qu'une première extension des capacités de stockage en 2011, l'installation de stockage atteint 19 000 m³ (pour 16 300 m³ initialement autorisés en 2004) et bénéficie donc du régime de l'enregistrement (acté par arrêté préfectoral complémentaire du 18 avril 2011).

Dans son projet, l'exploitant prévoit après extension une capacité de stockage de 44 800 m³, soit une augmentation de 274 % par rapport au volume initialement autorisé.

Cette augmentation de capacité n'entraîne pas de changement de régime de l'installation, les stockages restent sous le régime de l'enregistrement.

Afin de déterminer si les modifications apportées par ce projet peuvent être considérées comme substantielles, il s'agit d'évaluer les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511 -1 du code de l'environnement entraînés par la modification.

IV - Examen des nuisances

Valeur écologique de la parcelle :

Une expertise faunistique et floristique de la parcelle concernée par l'extension été réalisée en octobre 2012.

Il ressort de cette analyse que la parcelle présente plusieurs grands ensembles de végétation : pelouses et ourlets secs, friche, fourrés, boisement résiduels, végétation aquatique et humide, dont le faciès de pelouse est de loin le plus intéressant.

La scrophulaire des chiens (*scrophularia canina*) est la seule espèce observée sur l'aire d'étude qui est considérée comme rare en Bourgogne. Une dizaine de pieds de cette espèce ont été observés, cette espèce est typique des friches sur alluvions sableuses.

La ZNIEFF la plus proche se situe à 3,5 km du site et la zone NATURA 2000 à 6 km.

L'expertise conclut donc sur l'importance de préserver autant que possible lors des travaux d'extension la zone de pelouse au Sud-Ouest, les fourrés, la marre et ses abords. En phase d'exploitation, il convient également de gérer les différents espaces verts de manière extensive, afin d'optimiser la capacité d'accueil pour la faune et la flore patrimoniale.

La zone Sud-Ouest de la parcelle ne sera pas impactée par l'extension et restera préservée.

Intégration paysagère :

Les futures constructions seront implantées à 25 m au moins de l'axe de la RD 606, aucun stockage ne sera pratiqué à l'intérieur de cette distance, des plantations d'arbres d'essences locales seront réalisées.

Aucun stockage de produits ne sera réalisé en extérieur hormis les produits en préparation de chargement sur l'aire de chargement.

D'autre part, l'utilisation de produits phytosanitaires sera interdite pour l'entretien des espaces verts.

Impact sur la zone inondable :

Une partie du site est classé en zone inondable par le PPRN de l'Yonne (zone bleue).

Suite aux contacts et informations prises auprès de la Direction Des Territoires, il s'avère que la zone est constructible sous deux conditions :

- l'obligation de compenser l'inondabilité de la zone,
- Une surface de bâtiment inférieure à 40 % de la surface de la parcelle.

La surface de bâtiment construit est de 10 467 m² sur une parcelle de 32 900 m², ce qui représente 31,8 % de la surface totale.

La surface à construire en zone bleue est de 19 189 m² correspondant à la surface du bâtiment (10 467 m²) et à la surface de voirie et talus (8722 m²). La hauteur d'eau à prendre en compte en cas d'inondation est de 20 cm. Le volume d'eau à compenser est de 3838 m³.

L'exploitant prévoit le maintien de ce volume par la création d'un affouillement de 50 cm sur une surface de 6361 m².

Air :

Le projet n'engendrera pas de rejet atmosphérique supplémentaire, aucune activité de process ou de transformation ne sera réalisée dans les halls D, E et F.

Consommation d'eau :

Le projet n'impacte pas la consommation d'eau du site.

Rejets aqueux :

Eaux usées :

Le projet n'impacte pas les rejets d'eaux usées du site.

Eaux pluviales :

L'ensemble des rejets d'eaux pluviales (voiries et toitures) seront collectées dans les bassins de confinement des eaux d'extinction qui comprendront un volume réservé à la fonction bassin d'orage.

À ce jour, les installations disposent d'un bassin tampon de 1000 m³ et un bassin de confinement de 340 m³. Le projet prévoit la création d'un bassin de rétention principal de 2 300 m³ situé à l'entrée du site (Ouest) et d'un bassin secondaire de 600 m³ au Sud des installations, soit un volume total de 2 900 m³.

Après passage dans les bassins, les eaux seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au milieu naturel.

La réalisation de ces équipements a également pour objectif de répondre à l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2012 mettant en demeure la société d'équiper le site de deux bassins de confinement des eaux accidentellement polluées lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales de 1 000 m³ chacun.

Le volume maximal du confinement (eaux pluviales et eaux d'extinction incendie) calculé suite au projet d'extension s'établit à 1800 m³. Les bassins ont donc été largement dimensionnés pour pouvoir contenir ce volume.

D'autre part, en cas d'incendie, des vannes de fermeture empêcheront tout écoulement vers le milieu naturel.

Bruit :

Le projet va générer plus de manutention et de trafic dans les halls de stockage et sur l'aire de chargement.

L'impact sonore lié aux engins restera relativement faible du fait :

- de l'absence de voisinage sensible à moins de 300 m,
- De la proximité de la RD 606 dont le trafic est important,
- De la circulation du flux de stockage exclusivement interne,
- De l'implantation de la plate-forme de chargement au Sud des bâtiments de stockage.

L'exploitant prévoit par ailleurs de réaliser des mesures acoustiques complémentaires à l'issue de l'aménagement.

Transport :

Le projet n'augmentera pas le trafic routier engendré par l'activité.

Du fait du manque de stockage actuel, l'exploitant stocke ces produits sur des plates-formes intermédiaires complémentaires, ce qui accroît le trafic actuel. La mise en place d'une plate-forme de stockage unique sur site permettra d'éliminer ce trafic et donc de réduire le flux de camions au départ du site.

L'examen des nuisances révèle que l'évolution des impacts suite à ce projet d'extension des installations reste donc relativement limité.

V - Examen des risques

Le risque principal lié à l'activité est le risque d'incendie des stockages de polystyrène expansé.

Afin d'évaluer les conséquences d'un incendie dans les halls de stockage D, E et F, dédiés au stockage des panneaux de polyuréthane ainsi que l'extension du hall A' dédiée au stockage intermédiaire pour stabilisation des panneaux de fortes épaisseurs, l'exploitant a effectué une modélisation des flux thermiques.

Bien que les halls soient séparés par des murs coupe feu de degré 2h, l'exploitant a étudié l'incendie généralisé des halls de stockage D, E et F. Les distances d'effets de cet incendie ont été déterminées.

Il ressort des modélisations effectuées que :

- l'incendie n'est pas susceptible de se propager à d'autres installations du site (la zone des effets dominos n'affecte aucune autre installation),
- les flux de 3 kW/m² (seuil des effets irréversibles correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine) restent contenus à l'intérieur des limites de propriété.

Par ailleurs, l'exploitant a déterminé les besoins en eau en cas d'incendie. La plus grande surface non recoupée est le hall B existant dont les besoins s'élèvent à 405 m³/h, soit 810 m³ sur une durée de deux heures. Les besoins en eau calculés pour les halls D, E et F sont de 360 m³/h, soit 720 m³ sur deux heures.

Le dispositif de défense incendie des installations se compose :

- de deux poteaux incendie PI1 et PI2 existants qui seront déplacés afin de se situer en dehors des flux thermiques de 3 kW/m²,
- De deux nouvelles réserves incendie aériennes de 450 m³ chacune, soit 900 m³,
- d'un système de sprinklage qui équipera l'ensemble des bâtiments,
- d'une nouvelle citerne hors-sol de 730 m³ dédiée au sprinklage,
- d'extincteurs et RIA implantés sur l'ensemble du site.

La défense incendie prévue est donc suffisante pour lutter contre l'incendie du hall B ou des halls D, E et F.

Par ailleurs, afin de limiter au maximum le risque incendie et ses conséquences sur l'environnement, les dispositions suivantes ont été intégrées dans le projet :

- Les bâtiments seront implantés à 20 mètres des limites de propriété,
- les stockages dans les halls D, E et F respecteront une distance d'isolement d'un mètre par rapport aux parois des cellules,
- Les îlots seront séparés par une allée de circulation de 6 mètres,
- La hauteur de stockage sera limitée à 6 mètres,
- Les îlots seront délimités par un marquage au sol,

- Une **séparation** par murs coupe-feu de degré 2h sera réalisé entre chaque hall de stockage,
- La mise en place d'un système de vidéosurveillance et de détection incendie,
- La mise en place d'un dispositif de désenfumage automatique et manuel d'une surface équivalente à 2 % de la surface de toiture,
- L'absence d'installations électriques sur la zone à l'exception de l'éclairage positionné exclusivement au-dessus des allées de circulation.

L'examen des risques révèle que les modifications des installations apportées par le projet n'amplifient pas les risques. En effet, les dispositifs de prévention des incendies sont prévus, les ressources en eau ont été adaptées et les flux thermiques restent contenus à l'intérieur des limites de propriété et ne peuvent générer d'effets dominos.

VI - Avis de l'inspection des installations classées

Au vu des éléments rappelés ci-dessus, la nature du projet ne constitue pas une modification substantielle du site. Toutefois, certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter doivent être mises à jour.

Les mises à jour concernent :

- le tableau des installations classées relative à la nomenclature ICPE,
- les capacités de stockage des installations,
- les capacités des bassins de confinement des eaux potentiellement polluées,
- les moyens de lutte contre l'incendie, le sprinklage et le désenfumage,
- le principe de stockage des produits à l'intérieur des nouveaux bâtiments (texte applicable, hauteur maximale de stockage et distances d'éloignement),

Une campagne de mesures de niveaux de bruit figure également au projet d'arrêté pour s'assurer du respect des valeurs imposées par l'arrêté préfectoral suite à l'extension de la zone de stockage.

L'inspection des installations classées propose de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant, sous réserve du respect des prescriptions jointes au présent rapport.

Le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) doit être consulté pour avis sur ce projet d'arrêté complémentaire.

<p style="text-align: center;">Rédacteur : L'Inspecteur des Installations Classées Benjamin CUARTIELLES</p>	<p style="text-align: center;">Vérificateur et Approbateur : Le Responsable de l'Unité Territoriale Nièvre/Yonne Laurent DENIS</p>
